



Section de Bayonne

Membres présents :

Représentants de l'administration :

- M. Yann TANGUY, Président de la Formation Spécialisée
- Mme Véronique GHYS, Cheffe du Secrétariat Général de la direction de Bayonne
- M. Stéphane LARRIVIERE, Secrétariat général Bayonne

Vos représentants : - CGT

Jean-Bernard MINONDO (titulaire), Philippe PAINDAVOINE (suppléant), Marie-Angèle COIGDARRIPPE (suppléante en remplacement du titulaire)

Les représentants du réseau de prévention

- M. Paul SYMPHORIEN, conseiller de prévention DINA – en distanciel
- Mme MORIN, Animatrice de la Politique Ministérielle de Prévention (APMP)_ en distanciel
- Mme Florence LUCAS, assistante sociale du 64
- Mme Christelle BARTHES, correspondante sociale DR Bayonne

- **Election du secrétaire de séance de la FS :** tant que le règlement intérieur n'est pas adopté définitivement, le secrétariat alternera entre les différentes organisations syndicales.

- **Pas d'approbation possible du procès verbal de la FS** du 6 octobre 2023, celui-ci pourtant à l'ordre du jour n'étant toujours pas parvenu aux représentants syndicaux. Report à la prochaine séance. **La CGT** déplore qu'à ce jour le poste d'assistant de prévention ne soit toujours pas pourvu, ce qui soulagerait pourtant le travail de préparation du secrétariat général et permettrait que tous les points à l'ordre du jour puissent être évoqués. De plus, les propositions de dépenses ne relevant pas des FS et ceux déjà traités pourraient ainsi être écartées en amont. Cela permettrait de gagner en lisibilité et en efficacité.

Le président précise qu'il n'y aurait toujours pas de candidature aboutie AG/CO, de catégorie B en poste sur la résidence de BAYONNE pour occuper ce poste.

Il précise qu'il n'est pas sûr d'avoir d'affectation de B aux prochaines mutations et que s'il y en avait ce poste serait pourvu en priorité. **La CGT** note que le président ne souhaite pas élargir aux B exerçant en surveillance..

- **Les propositions du nouveau règlement intérieur** sont examinées. A cette occasion, **les représentants CGT** ont souligné notamment des difficultés occasionnées par le recul historique des droits accordés aux représentants syndicaux titulaires, suppléants et experts. Sans doute la conséquence d'un attachement à un dialogue social de façade. **La CGT** a également demandé que les

fiches de signalement soient traitées localement et rapidement pour ne pas laisser perdurer des situations conflictuelles ou de souffrance.

A noter les difficultés de communication lors de cette FS avec les intervenants ayant souhaité intervenir en distanciel ce qui ne participe pas au bon fonctionnement des instances en général. **La CGT** privilégie autant que possible le présentiel mais souhaite que soit mis à disposition des intervenants qui veulent intervenir en distanciel le matériel et des locaux offrant de bonnes conditions d'échanges .

- Formations :

13 formations proposées aux agents DGDDI et DGFIP suivies par 49 douaniers (30 en réalité car certains ont suivi plusieurs formations).

Le président a annoncé un groupe de travail en début d'année sur la formation et insiste sur l'importance du maintien des crédits formations.

A cette occasion **la CGT** a une nouvelle fois demandé où en était la candidature portée par la **CGT** d'un agent diplômé qui s'est proposé pour dispenser des formations secours PSC1 plus adaptées aux agents de la surveillance. Sa candidature a été transmise à la DG assure le Président (confirmé par le Conseiller de prévention mais toujours aucun retour de RH 4...

Il serait profondément regrettable que notre administration de tutelle n'utilise pas les compétences (reconnues par ailleurs), d'un de ses agents qualifié dans ce domaine et qui plus est, se porte volontaire. Les agents de la surveillance sont en demande et toujours en attente de ce type de formation! Gageons qu'il n'est pas urgent d'attendre...

- Inscriptions au registre hygiène et sécurité :

BSI d'Oloron, salle de retenue :

Une réflexion est en cours sur l'état des lieux, la médecin de prévention s'est rendue sur place et a rendu ses conclusions. Le dossier est présenté au PLI pour expertise et prise en charge.

L'administration en parfaite connaissance de la dangerosité à laquelle les agents sont exposés devrait faire évoluer le Document Unique Des Risques Professionnels en ce sens.

BSI de Dax : éclairage, le propriétaire des lieux se serait engagé auprès du PLI à prendre en charge les travaux et dépenses.

BSI de Dax : demande de bidons isothermes. Pris en charge par la FS.

La CGT a demandé une dotation collective pour tous les agents en charge de contrôle de la direction de Bayonne.

- Propositions de dépenses:

Le solde des crédits à utiliser avant la fin de l'année s'élevant à 12 588 euros il a donc été décidé d'attribuer par vote unanime de toute la représentativité syndicale en accord avec le Président de séance :

→ des bidons isothermes à tous les agents procédant à des contrôles SURV et CO(environ 200),

→ des protections auditives filtrantes dès lors qu'elles sont prescrites par le médecin de prévention cette dépense entre dans le cadre des aménagements de postes. Toutes les prescriptions parvenues avant le 31/12 seront ainsi financées.

→ des gants de protection anti-coupures :

Le Secrétariat général proposait une dotation pour l'ensemble des agents de la surveillance. Un consensus a été trouvé et adopté par tous les représentants des organisations syndicales pour utiliser le solde du budget restant pour la fin de l'année : des échantillons de deux modèles (40 de chaque dans un premier temps) seront proposés en plusieurs tailles pour les agents surveillance et OP/CO non dotés ou dont les dotations ne conviendraient pas.

Rappelons que le carnet à point CO n'existe pas encore, un recensement vient d'être fait dans les services, les gants anti-coupures ne font pas partie des propositions de dotations des agents en charge des contrôles viticulture.

L'installation d'une douche à Mont de Marsan est reporté à 2024, pour que le financement soit accordé les travaux auraient dû être initiés avant la fin de l'année. Un second devis devrait être demandé.

En questions diverses :

Non reconduction du contrat de la psychologue de la DI confirmé par le président de la séance. Visiblement tout va bien dans notre administration au point que ce poste ne se justifie plus...

Absence de dotation à ce jour en téléphones portables des agents OP/CO. Ces derniers en charge de contrôle viticulture, CI, dédouanement pouvant rencontrer des problèmes lors de leurs missions ne disposent pour l'instant d'aucun moyen de communication fourni par l'administration alors que les demandes individuelles sont faites sur certains sites.

Point plan Annuel de Prévention

https://10.61.1.22/ssct/donnees/docs_utiles/SG_guidemethodologique_Duerpap.pdf

La CGT est la seule organisation à s'être prononcée contre le PAP lors de la FS du 10/10/2023.

Explication : sur les risques les plus prégnants côtés en B, exemple le transfert des missions fiscales, le simple accompagnement social des agents impactés n'est pas une solution pour réduire le Risque Psycho-Social. C'est l'arrêt de ces transferts qui redonnerait du sens au travail, de la branche fiscale de notre maison.

En 2024, vos représentants CGT ne manqueront pas de porter en FS vos souhaits de formations ainsi que toute proposition de dépenses liées à l'hygiène et la sécurité. N'hésitez pas à nous contacter!

VOS ELUS CGT

Jean-Bernard MINONDO (titulaire),

Philippe PAINDAVOINE , Marie-Angèle COIGDARRIPPE